



Avec Macron, c'est Tout pour les riches !

Après des semaines de silence ou de paroles creuses, Macron a compris la puissance du soulèvement populaire. Mais il refuse de s'attaquer aux véritables détenteurs de la richesse pour répondre à la crise sociale et politique.

Le SMIC augmenté de 100 euros ? C'est toujours bon à prendre, mais ce n'est pas une augmentation de salaire ! C'est une prime payée par l'Etat, pas par les patrons. Ce sera donc au détriment des services publics ou par nos impôts : drôle de cadeau.

Les retraité.e.s qui ont moins de 2000 euros n'auront plus la hausse de dizaines d'euros de CSG : très bien, mais les retraites n'augmentent plus depuis des années ! Leur indexation sur la hausse des prix est refusée. Les heures supplémentaires défiscalisées, ce n'est pas une hausse des salaires, c'est encore nos impôts qui financent. De plus, les heures supplémentaires empêchent d'employer les privés d'emplois : Macron n'a rien dit pour les chômeurs ! Pire : il continue de leur faire les poches en imposant près de 4 milliards d'économies à l'UNEDIC. Enfin, Macron continue de favoriser les plus riches en refusant de revenir à l'ISF, privant ainsi de 5 milliards celles et ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois. Quant à l'urgence climatique, elle a disparu de son discours.

Alors que plus de 100 000 personnes ont défilé samedi 8 décembre !

Pas un mot pour les lycéens, les étudiants engagés dans une lutte contre la sélection et la réforme du baccalauréat ! Or le bac Macron aura une valeur différente selon les lycées d'où on vient, et les droits d'inscription sont gravement augmentés pour les étudiant.e.s étrangers. La seule réponse est policière : mettre les lycéen.ne.s à genoux parce que ce gouvernement ne veut pas d'une jeunesse debout.

Les annonces de Macron n'arrêteront pas l'action de celles et ceux qui agissent depuis près d'un mois sur les carrefours et dans la rue. Et qui réclament aussi une vraie démocratie politique. Or, le président n'a rien annoncé à ce sujet alors que, sur les barrages, les exigences de son départ, de la dissolution de l'assemblée, d'un référendum, se sont exprimées.



Avec Macron, c'est Tout pour les riches !

Après des semaines de silence ou de paroles creuses, Macron a compris la puissance du soulèvement populaire. Mais il refuse de s'attaquer aux véritables détenteurs de la richesse pour répondre à la crise sociale et politique.

Le SMIC augmenté de 100 euros ? C'est toujours bon à prendre, mais ce n'est pas une augmentation de salaire ! C'est une prime payée par l'Etat, pas par les patrons. Ce sera donc au détriment des services publics ou par nos impôts : drôle de cadeau.

Les retraité.e.s qui ont moins de 2000 euros n'auront plus la hausse de dizaines d'euros de CSG : très bien, mais les retraites n'augmentent plus depuis des années ! Leur indexation sur la hausse des prix est refusée. Les heures supplémentaires défiscalisées, ce n'est pas une hausse des salaires, c'est encore nos impôts qui financent. De plus, les heures supplémentaires empêchent d'employer les privés d'emplois : Macron n'a rien dit pour les chômeurs ! Pire : il continue de leur faire les poches en imposant près de 4 milliards d'économies à l'UNEDIC. Enfin, Macron continue de favoriser les plus riches en refusant de revenir à l'ISF, privant ainsi de 5 milliards celles et ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois. Quant à l'urgence climatique, elle a disparu de son discours.

Alors que plus de 100 000 personnes ont défilé samedi 8 décembre !

Pas un mot pour les lycéens, les étudiants engagés dans une lutte contre la sélection et la réforme du baccalauréat ! Or le bac Macron aura une valeur différente selon les lycées d'où on vient, et les droits d'inscription sont gravement augmentés pour les étudiant.e.s étrangers. La seule réponse est policière : mettre les lycéen.ne.s à genoux parce que ce gouvernement ne veut pas d'une jeunesse debout.

Les annonces de Macron n'arrêteront pas l'action de celles et ceux qui agissent depuis près d'un mois sur les carrefours et dans la rue. Et qui réclament aussi une vraie démocratie politique. Or, le président n'a rien annoncé à ce sujet alors que, sur les barrages, les exigences de son départ, de la dissolution de l'assemblée, d'un référendum, se sont exprimées.



En grève et dans la rue le 14 et le 15 décembre !

Les annonces Macron montrent néanmoins que le pouvoir peut reculer. C'est la première fois depuis que les jeunes avaient gagné sur le CPE en 2006. C'est la preuve que, par une action déterminée on peut obtenir satisfaction. Mais la mobilisation est encore insuffisante parce que tout le monde ne s'y est pas encore mis, notamment dans les entreprises.

C'est aux gilets jaunes de décider un acte 5 le samedi 15 décembre. Notamment dans des assemblées générales.

Mais, dès ce vendredi 14 décembre, les organisations syndicales appellent à se mobiliser par la grève et dans la rue. Les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi, les lycéen.ne.s et étudiant.e.s, montreront leur force. Ce peut être le début d'une mobilisation générale pour un véritable changement de politique, pour :

Justice fiscale

La justice fiscale, et d'abord le rétablissement de l'ISF, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, l'annulation des hausses de la CSG, l'annulation du CICE (40 milliards).

Augmentation des salaires

Une vraie augmentation des salaires, payées par les entreprises : la hausse du SMIC à 1800 euros, et 300 euros d'augmentation des indemnités de chômage, des pensions, des minimas sociaux.

Services publics

L'arrêt du démantèlement des services publics de proximité, des fermetures de lignes ferroviaires, le développement de transports publics de qualité, notamment dans les zones rurales et dans les banlieues.

Politique écologique

Une politique écologique qui s'attaque aux principaux responsables de la dégradation environnementale et non aux populations en difficulté.

Le mouvement ENSEMBLE soutient la mobilisation pour ce changement total de politique. Le gouvernement reste sourd ! Si le pouvoir ne cède pas, ce sera au peuple de trancher. Un référendum sur des mesures sociales est indispensable.



En grève et dans la rue le 14 et le 15 décembre !

Les annonces Macron montrent néanmoins que le pouvoir peut reculer. C'est la première fois depuis que les jeunes avaient gagné sur le CPE en 2006. C'est la preuve que, par une action déterminée on peut obtenir satisfaction. Mais la mobilisation est encore insuffisante parce que tout le monde ne s'y est pas encore mis, notamment dans les entreprises.

C'est aux gilets jaunes de décider un acte 5 le samedi 15 décembre. Notamment dans des assemblées générales.

Mais, dès ce vendredi 14 décembre, les organisations syndicales appellent à se mobiliser par la grève et dans la rue. Les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi, les lycéen.ne.s et étudiant.e.s, montreront leur force. Ce peut être le début d'une mobilisation générale pour un véritable changement de politique, pour :

Justice fiscale

La justice fiscale, et d'abord le rétablissement de l'ISF, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, l'annulation des hausses de la CSG, l'annulation du CICE (40 milliards).

Augmentation des salaires

Une vraie augmentation des salaires, payées par les entreprises : la hausse du SMIC à 1800 euros, et 300 euros d'augmentation des indemnités de chômage, des pensions, des minimas sociaux.

Services publics

L'arrêt du démantèlement des services publics de proximité, des fermetures de lignes ferroviaires, le développement de transports publics de qualité, notamment dans les zones rurales et dans les banlieues.

Politique écologique

Une politique écologique qui s'attaque aux principaux responsables de la dégradation environnementale et non aux populations en difficulté.

Le mouvement ENSEMBLE soutient la mobilisation pour ce changement total de politique. Le gouvernement reste sourd ! Si le pouvoir ne cède pas, ce sera au peuple de trancher. Un référendum sur des mesures sociales est indispensable.